



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2012

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	5
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	11
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	14



**ATTESTATION DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL**

30 juin 2012

**Attestation de la personne physique responsable du rapport
financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le 20 juillet 2012
Le Président du Conseil d'Administration
Dominique Thomann



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 juin 2012

FAITS MARQUANTS

- Baisse de -23,9Meur du résultat avant impôts du Groupe Diac qui s'établit à 115,4Meur à fin juin 2012 soit 2,72% de l'encours productif moyen. Cette évolution est le reflet de la baisse des taux de production, de la hausse du coût du risque et de la maîtrise des frais de fonctionnement. Pour mémoire, le premier semestre 2011 était exceptionnel notamment avec un coût du risque de -0,02% de l'EPM.
- Baisse du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 159 078, en baisse de -8,8%, conséquence de la baisse du marché toutes marques (-13,3%) compensée partiellement par l'amélioration de la performance commerciale du Groupe Diac (+0.6pt du taux d'intervention VN et +700 dossiers VO).
- Recul de la marge acquise complète de -8,6Meur (soit 145,0 Meur) sous l'effet de la baisse du MTM (effet de -15,1Meur) que le performance RCI (notamment TI et marge financière) ne suffit pas à compenser.
- RCI Banque a lancé le Livret Zesto auprès du grand public le 17 février 2012 en partenariat avec le Crédit Mutuel Arkéa afin de contribuer à la diversification des sources de refinancement du Groupe.
- Dans la prolongation de l'organisation mise en place conjointement avec Nissan en 2011, un accord de marge a été signé avec Nissan à l'image de celui existant sur Renault avec effet au 1^{er} avril 2012.
- Enrichissement de l'offre Véhicule Electrique Renault (avec le lancement de Twizy sur le premier trimestre 2012) pour laquelle RCI Banque (Diac Location en France) accompagne Renault dans sa stratégie sur le véhicule électrique et enrichissement de l'offre Dacia avec le lancement de Lodgy, monospace de la marque, que Diac a accompagné d'une offre promotionnelle sur mai et juin 2012.

ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2012

Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques est en baisse de -13,3% par rapport à fin juin 2011, avec 1,257 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 266 651 immatriculations, pour une part de marché VP+VU en recul de 0,5 point à 21,2%.

Sur le marché Grand Public (y compris PGR), Renault immatricule 103 564 véhicules, en baisse de 28,1% par rapport à juin 2011. En parallèle, les immatriculations Entreprise sont stables à 140 619 véhicules.

43 328 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en progression de 4,9% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque progresse de 0,6pt à 3,4%.

Les ventes de Dacia représentent 43 746 immatriculations, en diminution de 13,2% par rapport à l'année dernière. La part de marché est inchangée à 3,5%.

L'activité du Groupe Diac

Le Groupe Diac a réalisé 159 078 nouveaux dossiers, contre 174 457 en 2011 (hors dossiers Cogéra). La performance commerciale du Groupe Diac s'améliore par rapport à 2011, la pénétration VN toutes marques s'établissant à 34,8% (contre 34,2% à fin juin 2011). La baisse des volumes s'explique donc essentiellement par la baisse du marché.

L'évolution défavorable des taux de refinancement a entraîné une révision de tarification à la hausse en décembre 2011 visant à améliorer le niveau de nos marges, tout en poursuivant la stratégie de promotion des services.

Dans ce contexte, la marge acquise complète s'établit à 145,0Meur en baisse de -8,6Meur. Cette évolution est principalement justifiée par un effet marché défavorable partiellement compensé par une amélioration des taux de marges financières.

▪ En VN Renault,

Les volumes financés s'inscrivent à 100 431 dossiers, en baisse de -15,1% par rapport 2011. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 37,7%, supérieur de +0,2 pt au premier semestre 2011.

DIAC (48 568 dossiers contre 64 164 en juin 2011)

La performance de Diac s'inscrit en baisse par rapport à l'an passé. Pour rappel, le marché du Particulier au 1^{er} trimestre 2011 a été fortement soutenu par la livraison des dossiers de fin de prime à la casse.

DIAC LOCATION (51 863 dossiers contre 54 071 en juin 2011)

La performance de l'activité entreprise (le taux d'intervention passe de 40,1% à 38,6%) a souffert principalement sur les segments loueurs (-1 713 dossiers) et DL Clients (-1 307 dossiers) compensée partiellement par les autres segments.

- En VN + VO Nissan, les financements sont en net développement avec 10 505 dossiers réglés, consécutifs à la hausse des ventes du constructeur (+4,6%) et à la hausse de la pénétration VN du Groupe DIAC (22,8% en 2012 contre 16,2% en 2011).
- L'activité VO Renault est stable par rapport à 2011 avec 33 893 dossiers réglés au 1^{er} semestre 2012.
- Malgré une amélioration de la performance **Dacia** (en hausse de 1 pt pour un taux d'intervention de 29,6%), le nombre de dossiers réglés en 2012 est en légère baisse à 14 035 (-6,7%).

Les montants financés s'élèvent à 1,88Geur contre 2,05Geur en 2011 (soit -8,2%). A noter, la hausse de 80 euros des montants moyens financés Groupe Diac liée à la fin des primes de l'Etat, à la hausse du poids des produits avec ER et à la hausse du poids de Nissan dans le mix. Les encours productifs financiers clientèle (hors affacturage) s'établissent à fin juin 2012 à 6,04Geur (stables par rapport à juin 2011).

- Les financements aux réseaux (COGERA) affichent un encours productif moyen de 2,15 Geur (hors affacturage), en baisse de 0,4 % par rapport au premier semestre 2011. L'année 2012 a débuté par une baisse importante des encours liée à la chute du niveau de facturations sur l'ensemble des marques. L'impact à la baisse est atténué par la recrudescence du niveau des facturations sur Juin.
 - Les facturations en volume VN Renault (dont RRG) chutent de 18,5%. L'impact à la baisse de l'encours (-7,2%) est limité par un montant moyen unitaire en progression (+650 euros) et l'évolution à la hausse des durées moyennes de règlements. Celle-ci progresse de +9 jours, à 51 jours.
 - Les facturations Dacia (dont RRG) baissent en volume de 9,5 %, néanmoins l'encours reste stable

à 116 Meur compte tenu de règlements mois forts sur la période. La DMR se rallonge de près de 8 jours, à 41 jours.

- Les facturations Nissan sont en diminution de 5 % mais elles bénéficient d'une valeur moyenne financée favorable (+767 euros). L'encours varie ainsi à la hausse de 25% compte tenu également de règlements en baisse. La DMR se rallonge en passant de 48 à 61 jours.
- La baisse de l'encours moyen de l'activité VO (-21%) se retrouve essentiellement sur les concessions Renault. Sur ces dernières le niveau de facturations chute de 16,7% avec un montant moyen financé en recul de 980 euros.
A l'inverse le VO Nissan progresse grâce à des facturations plus élevées (+887 facturations) et un montant moyen financé en progrès de 600 euros.
- Malgré des montants financés en recul, l'activité pièces de rechanges des concessions progresse de 10% avec un encours de 259 Meur. Elle bénéficie de règlements en recul avec une DMR prenant 12 jours sur la période.

▪ Concernant l'assurance :

Le portefeuille global des assurances emprunteurs progresse de 1,6% passant de 684 613 à 695 210 dossiers en parc fin juin 2012.

Le TGA Renault est en forte augmentation entre 2011 et 2012 (passant de 146,8% à 160,3%). Ceci reflète la poursuite de la politique marketing de développement des services, illustrée depuis 2010 par le lancement d'offres avec plusieurs assurances packagées. Cette performance ne suffit pas à compenser la baisse des volumes (adhésions -12%).

Sur Nissan, le nombre d'adhésions est en nette amélioration de +16,3% avec 9 415 adhésions au 1^{er} semestre 2012 malgré un TGA en recul de 16,9pts suite au succès de la promotion « entrez sans apport » (non packagée services).

RESULTATS

Groupe Diac – Présentation financière

Le résultat avant impôts du Groupe Diac s'établit à fin juin 2012 à 115,4Meur, en baisse de -23,9Meur par rapport à 2011. Cette évolution s'explique par :

▪ **Une marge brute hors services en baisse de -4,2Meur :**

La marge brute financière diminue de -4,7Meur sur les activités de financement à la clientèle et réseau, conséquence de la baisse des taux des productions du portefeuille (effet taux de -8Meur) mais compensée en partie par l'augmentation de l'encours productif moyen de 167Meur (effet encours de +3.3Meur).

Les autres produits de la marge brute hors services augmentent de +1,5Meur et concernent essentiellement les frais de remises en états de Diac Location.

La valorisation à la juste valeur des titres participatifs émis par Diac génère cette année une charge de -0,1Meur, soit un effet défavorable de -0,9Meur par rapport à fin juin 2011.

▪ **Une amélioration de +6,9Meur de la marge sur services :**

Les participations bénéficiaires et commissions variables (DIPE, Perte Financière, Garantie Présence et Assistance) s'établissent à 31,1Meur, soit +8,4Meur par rapport à juin 2011 (à noter que sur 2011 certaines participations bénéficiaires ont été perçues en juillet).

Les commissions DIPE s'établissent à 8,9Meur, en recul de -2,0Meur.

Les commissions sur Pertes Financières s'établissent à 7,1Meur en recul de -2,2Meur suite à un

changement de taux de commission.

Le résultat entretien est en amélioration de +1,7Meur essentiellement grâce à la baisse des sinistres (qualité des véhicules).

Ainsi, en dehors de ses éléments, la marge sur service du groupe Diac est en augmentation de +1,0Meur avec la hausse des commissions perçues, conséquence de la politique commerciale axée sur le développement des services.

▪ **Des autres produits et charges bancaires en baisse de -5,5Meur :**

Essentiellement :

- la non-perception de prime de segment par rapport à juin 2011 (prévue en août 2012), soit un effet défavorable de -1,8Meur.
- une reprise de provision de 1,6Meur en mai 2011 au titre des écarts comptabilité/gestion sur comptes acheteurs sur valeur résiduelles génère un écart défavorable de -1,6Meur.
- un écart favorable de +1,8Meur sur Bonus écologique (-1,8Meur en 2011 vs 0 en 2012).
- l'actualisation de la provision pour couvrir le risque de défaillance du réseau sur ses engagements de reprise ayant un effet défavorable de -3,5Meur du fait de l'entrée au périmètre alerte/pré-alerte de concessionnaires.

▪ **Des coûts de distribution en évolution défavorable de -7,4Meur :**

La rétrocession au constructeur du surplus de marge instantanée réalisé sur l'activité entreprise est nulle à fin juin 2012, générant une évolution défavorable de -5,3Meur par rapport à fin juin 2011. L'évolution de l'activité commerciale et du portefeuille justifiant un surcoût de -2,1Meur.

▪ **Un coût du risque en évolution défavorable de -16,4Meur**

- Dont Diac -2,1Meur :

L'évolution défavorable du coût du risque constatée sur les financements de la clientèle (-2,3Meur) résulte du double effet de l'augmentation des masses en Recouvrement (principalement à + 90 jours) et d'éléments non récurrents en 2012 (RAI janvier 2011).

La reprise de provision effectuée sur les pertes est également moindre en 2012 que celle de 2011, en raison de l'évolution des taux d'espérance de récupération. Le volume des mutations en contentieux est stable et est sans impact sur l'évolution du risque. A surveiller cependant la proportion de contrats en « surendettement », en raison de l'allongement du délai de récupération.

La charge de coût du risque de l'activité « Facility Management » (encours en déchéance du terme de l'activité carte RDP / Personnalités laissés en gestion chez Cofinoga) présente un écart favorable non significatif de 42Keur. Le taux de couverture des encours est ramené de 75% à 55% taux Cofinoga car plus proche de la réalité des flux constatés.

Enfin le coût du risque de la SEP Novafi est en écart favorable non significatif de 171Keur.

- Dont Diac Location - 3,4Meur

Le coût du risque Diac location à -4,3Meur s'est détérioré par rapport à juin 2011 (-0,85Meur). Sur l'activité clientèle, l'évolution est en écart défavorable de -3,3Meur en raison d'une part de l'augmentation des mutations au contentieux (13% en montant) et d'autre part de la baisse des récupérations liée à la dégradation du marché VO au cours du premier semestre 2012. L'espérance de récupération (73,03% à fin juin 2012) a reculé de -12 points par rapport à juin 2011.

Au niveau des comptes acheteur, l'évolution est également défavorable (-0,1Meur) avec cependant une diminution des masses à provisionner.

- Dont Cogéra -10,8Meur

Le coût du risque Cogéra qui présente un produit de +1,8Meur est en diminution par rapport à juin 2011 (+12,5Meur). Cette évolution s'explique principalement par :

- Une diminution du provisionnement collectif en écart favorable de 0,1Meur. L'assiette de provisionnement (encours moyen 12 mois) est en hausse de 48Meur contre 63,5Meur à juin 2011.
- Une diminution du provisionnement technique en écart favorable de 10,6Meur (diminution des encours de 20Meur et révision à la baisse du taux de couverture).
- Une diminution du provisionnement des encours sous surveillance : effet favorable de 5,5Meur par sortie d'un groupe de cette catégorie.
- Les encours douteux présentent une évolution défavorable de 27Meur en raison de l'augmentation des encours à provisionner (+112Meur) liée principalement au passage en pré alerte de 2 groupes partiellement compensée par un taux de couverture moyen favorable.

Depuis le début de l'année 2012 le marché est en forte baisse avec une érosion de 14,4% des immatriculations VP françaises toutes marques. L'Alliance est marquée par des disparités avec des diminutions sur Renault (-19,6%), Dacia (-13,7%) tandis que Nissan enregistre une progression de 6,9%.

Les premiers résultats d'exploitation traduisent un fléchissement sur les affaires Renault avec une rentabilité négative (-0,52% du CA à fin mai 2012). A contrario, la bonne performance commerciale de Nissan sur un marché en baisse est confirmée avec un résultat positif de 0,82% à fin avril 2012.

A juin 2012, les concessionnaires affichent des stocks importants. A noter que ce plan de saisie important s'accompagne de durées de portage rallongées à 180 jours et d'une période de bonification portée à 120 jours.

Le deuxième semestre 2012 s'avèrera très important pour le réseau avec des événements majeurs tels que le lancement de la Clio 4 et de Zoé.

L'analyse des bilans 2011 montre pour Nissan une amélioration en moyenne de la rentabilité des concessionnaires (Résultat Net Moyen à 1,32% du CA) et de la capitalisation en valeur absolue. Pour Renault, la rentabilité moyenne s'avère moins performante et s'affiche au niveau de 2008 (0,50% du CA). La structure financière reste solide mais ne progresse pas. Compte tenu de cette évolution, le nombre des affaires dont la cotation passe C se révèle en augmentation.

▪ **Des frais de fonctionnement en évolution favorable de +3,0Meur :**

Essentiellement :

- La régularisation de la CVAE de 2011 du groupe DIAC génère sur 2012 un effet favorable de + 1,6Meur.
- La baisse des refacturations informatiques (effet favorable de +1Meur).

Les effectifs (y compris RGM) s'inscrivent à 1 252 CDI/CDD inscrits contre 1 213 à fin juin 2011.

PERSPECTIVES DU SECOND SEMESTRE

Le premier semestre 2012 a été fortement impacté par une baisse du marché toutes marques qui devrait se redresser légèrement en fin d'année pour une baisse annuelle prévue de -9% contre -13,3% à fin juin.

Pour l'activité Grand Public, nos actions concertées avec les constructeurs seront axées sur les produits fidélisants. Nous disposerons également d'opérations "tactiques" en crédit classique liées aux assurances emprunteurs et dans le cadre du lancement de Clio IV.

Pour l'activité Entreprise, la performance dépendra dans un premier temps de l'évolution du marché des flottes mais également de la situation du risque des entreprises. Dans ce contexte, il conviendra de poursuivre les actions promotionnelles engagées au cours du 1er semestre sur les cibles artisans commerçants et développer les services associés aux financements. D'autre part, des appels d'offres significatifs seront lancés (notamment Vinci) et l'activité véhicule électrique sera poursuivie avec l'arrivée de ZOE.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

30 juin 2012

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG AUDIT

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DIAC

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DIAC, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 27 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG AUDIT

DELOITTE & ASSOCIES

Bernard HELLER

Charlotte VANDEPUTTE



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

30 juin 2012

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	16
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	18
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	19
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	20
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	20
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	20
3. STRUCTURE DU GROUPE.....	21
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	21
5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	23

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - en millions d'euros	Notes	06/2012	12/2011
Instruments dérivés	2	7	26
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3	299	507
Prêts et créances sur la clientèle	4 et 5	9 355	9 107
Comptes de régularisation et actifs divers	6	313	233
Opérations de location opérationnelle	4 et 5	48	29
Immobilisations corporelles et incorporelles		19	15
TOTAL ACTIF		10 041	9 917

PASSIF - en millions d'euros	Notes	06/2012	12/2011
Instruments dérivés	2	23	32
Dettes envers les établissements de crédit	7.2	6 026	5 781
Dettes envers la clientèle	7.3	17	12
Dettes représentées par un titre	7.4	2 521	2 686
Comptes de régularisation et passifs divers	8	638	646
Provisions	9	47	41
Dettes subordonnées	11	10	10
Capitaux propres		759	709
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		756	705
<i>Capital souscrit et réserves liées</i>		61	61
<i>Réserves consolidées et autres</i>		632	483
<i>Gains ou pertes latents</i>		(10)	12
<i>Résultat de l'exercice</i>		73	149
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		3	4
TOTAL PASSIF		10 041	9 917

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2012	06/2011	12/2011
Intérêts et produits assimilés	15	273	277	559
Intérêts et charges assimilées	16	(142)	(139)	(283)
Commissions (Produits)		1	2	3
Commissions (Charges)		(1)	(2)	(3)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat			1	2
Produits (charges) nets des autres activités	17	63	65	105
PRODUIT NET BANCAIRE		194	204	383
Charges générales d'exploitation	18	(59)	(61)	(120)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(2)	(2)	(3)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		133	141	260
Coût du risque	19	(17)	(1)	(17)
RESULTAT D'EXPLOITATION		116	140	243
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
RESULTAT AVANT IMPOTS		116	140	243
Impôts sur les bénéfices	20	(42)	(49)	(92)
RESULTAT NET		74	91	151
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		1	1	2
Dont part des actionnaires de la société mère		73	90	149
Résultat net par action (*) et en euros		18,28	22,40	37,13
Résultat net dilué par action et en euros		18,28	22,40	37,13

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapporté au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
RESULTAT NET	74	91	151
Autres éléments du résultat global	(22)	8	10
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(20)	6	10
Autres gains et pertes latents	(1)		
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies	(1)	2	
RESULTAT GLOBAL	52	99	161
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	1	1	2
Dont part des actionnaires de la société mère	51	98	159

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Gains / pertes latents ou différés (3)	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle) (4)	Total capitaux propres consol.
Capitaux propres au 31 décembre 2010	61		434		2	132	629	2	631
Affectation du résultat de l'exercice précédent			132			(132)			
Capitaux propres au 1 janvier 2011	61		566		2		629	2	631
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					6		6		6
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					2		2		2
Résultat de la période avant affectation						90	90	1	91
Résultat global de la période					8	90	98	1	99
Effet des variations de périmètre et autres			(1)				(1)	1	
Distribution de la période			(31)				(31)	(1)	(32)
Capitaux propres au 30 juin 2011	61		534		10	90	695	3	698
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					4		4		4
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(2)		(2)		(2)
Résultat de la période avant affectation						59	59	1	60
Résultat global de la période					2	59	61	1	62
Effet des variations de périmètre et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de la période			(50)				(50)		(50)
Capitaux propres au 31 décembre 2011	61		483		12	149	705	4	709
Affectation du résultat de l'exercice précédent			149			(149)			
Capitaux propres au 1 janvier 2012	61		632		12		705	4	709
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(21)		(21)		(21)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(1)		(1)		(1)
Résultat de la période avant affectation						73	73	1	74
Résultat global de la période					(22)	73	51	1	52
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			1				1	(1)	
Distribution de la période			(1)				(1)	(1)	(2)
Capitaux propres au 30 juin 2012	61		632		(10)	73	756	3	759

- (1) Le capital social de DIAC S.A. est de 61 millions d'euros. Il est composé de 4.000.000 actions de 15.25 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque.
- (2) La distribution des dividendes au titre de l'exercice 2011 correspond à un versement de 51 millions d'euros décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2012. Un acompte relatif à la distribution de dividendes 2011 avait été décidé par le Conseil d'administration du 21/10/2011 pour 50 millions d'euros. Le solde a été versé en mai 2012 pour 840 mille euros. L'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2012 fixe en conséquence le dividende 2011 à 50,84 millions d'euros.
- (3) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et les écarts actuariels IAS 19.
- (4) Les participations ne donnant pas le contrôle correspondent, au 30 juin 2012, essentiellement à la part détenue par Renault S.A.S. dans Cogera S.A..

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	73	90	149
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2	2	3
Dotations nettes aux provisions	(1)	(28)	(40)
Produits et charges d'impôts différés	3	7	29
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle	1	1	2
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)		(1)	(2)
Capacité d'autofinancement	78	71	141
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(33)	26	(34)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(28)	7	(42)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	102	1 519	1 720
- Encaissements /décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	109	(94)	(152)
- Encaissements /décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(7)	1 613	1 872
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(253)	(437)	(772)
- Encaissements /décaissements liés aux créances sur la clientèle	(258)	(437)	(768)
- Encaissements /décaissements liés aux dettes sur la clientèle	5		(4)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(244)	(193)	(63)
- Encaissements /décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(160)	(169)	(29)
- Encaissements /décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(84)	(24)	(34)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(1)	
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(395)	888	885
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(350)	985	992
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(6)	(1)	(2)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(6)	(1)	(2)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(2)	(32)	(82)
- Dividendes versés	(2)	(32)	(82)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(2)	(32)	(82)
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(358)	952	908
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	(287)	(1 196)	(1 196)
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(287)	(1 196)	(1 196)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(645)	(244)	(288)
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	130	219	229
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(775)	(463)	(517)
Variation de la trésorerie nette	(358)	952	908

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée de dépôts à vue et opérations au jour le jour. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 3 et 7.2.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés semestriels du groupe DIAC au 30 juin 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2012.

Les comptes consolidés du groupe DIAC, pour l'année 2011, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 20 mars 2012 et approuvés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2012. Cette dernière a voté la distribution d'un dividende de 12,71 euros par action, soit 50,84 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers du groupe DIAC arrêtés au 31 décembre 2011 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2011 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2012 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2011. A l'exception du changement mentionné ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2011.

Le Groupe applique pour la première fois au 30 juin 2012 l'amendement d'IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir – transferts d'actifs financiers » paru au Journal Officiel de l'Union européenne. La première application de cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes arrêtés au 30 juin 2012.

Le Groupe n'a appliqué aucune norme ni interprétation, ni aucun amendement par anticipation. En particulier, les normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats », publiées par l'IASB en 2011, n'ont pas été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012 et ne sont donc pas applicables par anticipation à cette date. Le Groupe n'attend à ce jour aucun impact majeur du fait de leur application.

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans la note 2-B de l'annexe aux comptes annuels consolidés au 31 décembre 2011.

3. STRUCTURE DU GROUPE

Evolution du périmètre de consolidation en 2012

- Le FCT (Fond commun de titrisation) Master Trust Cars Alliance Auto Loans France FCC utilisé dans le passé pour la titrisation de DIAC SA a été remplacé par deux véhicules distincts : Cars Alliance Auto Loans France Master, qui a émis le 25/5/2012 des titres mobilisables à la BCE (Banque Centrale Européenne) auto-souscrits par RCI Banque SA pour 596 M€ et Cars Alliance Auto Loans France F 2012-1 qui a été utilisé pour l'émission publique de 750 M€ distribuée auprès des investisseurs en date de valeur 27/6/2012.

Evolution du périmètre de consolidation en 2011

En 2011, la structure du groupe a été modifiée par les événements suivants :

- Diac Location S.A. a absorbé Sigma Services S.A. le 30 avril 2011 avec effet retro-actif au 1er janvier 2011.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique volatil et incertain, le groupe Diac maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité. Par ailleurs, le groupe Diac n'a pas d'exposition sur les dettes souveraines de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande et du Portugal.

Liquidité

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Diac est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Le dispositif fait l'objet de comités réguliers et d'une revue par les organes de gouvernance. La gestion de la liquidité de Diac s'inscrit dans la politique globale de pilotage de la liquidité de RCI Banque :

La liquidité statique : l'objectif de RCI Banque est d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé ont été financés par des dettes d'une maturité supérieure.

La liquidité dynamique « scénario noir » : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de stress test maximum qui n'envisage aucun accès à des ressources nouvelles. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité d'au moins 6 mois. Il permet d'établir deux indicateurs :

- nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne et de communication externe),
- réserve de liquidité (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

La liquidité dynamique « scénario gris » : réalisée à partir d'hypothèses de refinancement contraint : fermeture des marchés obligataires, accès restreint à la ressource court terme, accès à la titrisation (BCE ou conduits). Cette analyse est complétée par une simulation de l'évolution de la réserve de liquidité prévisionnelle.

La réserve de liquidité s'établit à 3600 M€ au 30 juin 2012. Elle représente l'excédent de sécurités disponibles par rapport aux encours de certificats de dépôt et papier commercial. Le groupe se doit en effet de maintenir des sources de liquidité alternative supérieures à ses encours de titres de créances négociables à court terme.

Risque au titre de l'activité de crédit

Suite au renforcement des structures de recouvrement mise en œuvre entre fin 2008 et le début de l'année 2009 les performances du recouvrement se sont nettement améliorées à compter du premier trimestre 2009. Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Après avoir atteint en 2011 un point bas historique, inférieur au niveau constaté avant le déclenchement de la crise financière, le coût du risque du portefeuille commercial amorce une remontée contrôlée, principalement expliquée par la croissance des encours.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour de façon trimestrielle sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprise). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans une conjoncture économique incertaine, RCI Banque reste attentif à un environnement changeant, avec pour cible de maintenir le coût du risque global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

Les marges de crédit constatées sur les marchés ainsi que les taux de swap de référence ont subi des mouvements significatifs. Dans ce contexte volatil, le groupe le groupe Diac a fait preuve d'une grande réactivité en révisant régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités Financiers mensuels. Les comités de gestion pays ont par ailleurs suivi plus systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit bancaire

En raison de sa position structurellement emprunteuse, l'exposition au risque de crédit bancaire du groupe RCI Banque est limitée au placement des excédents de trésorerie temporaires, réalisés sous forme de dépôts à très court terme, et aux opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés. Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. Dans le contexte de forte volatilité observé au cours du second semestre, RCI Banque a par ailleurs porté une attention particulière à la diversification des contreparties.

Refinancement

- Afin de diversifier ses utilisations bancaires et de limiter le total des ressources obtenues auprès d'une même contrepartie, la salle des marchés a développé des relations avec un nombre important de banques et d'intermédiaires, tant en France qu'à l'étranger.
- La diversification des ressources s'est également traduite sur le premier semestre 2012 par une nouvelle opération de titrisation publique adossée à des crédits automobiles en France pour 750 M€.

5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 : Secteurs opérationnels

Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2012
Encours productif moyen	6 327	2 147		8 473
Produit net bancaire	181	15	(2)	194
Résultat brut d'exploitation	122	11		133
Résultat d'exploitation	103	13		116
Résultat avant impôts	103	13		116

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2011
Encours productif moyen	6 151	2 155		8 306
Produit net bancaire	186	20	(2)	204
Résultat brut d'exploitation	125	16		141
Résultat d'exploitation	111	29		140
Résultat avant impôts	112	28		140

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2011
Encours productif moyen	6 217	2 206		8 423
Produit net bancaire	350	36	(3)	383
Résultat brut d'exploitation	234	27	(1)	260
Résultat d'exploitation	207	37	(1)	243
Résultat avant impôts	207	36		243

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Diac proviennent d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes ou fiscales de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe DIAC tels que présentés aux notes 4 et 5 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du Groupe DIAC est réalisée en France.

Note 2 : Instruments dérivés

En millions d'euros	06/2012		12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	7	23	26	32
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur			(1)	
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	7	23	27	32
Total des instruments dérivés (*)	7	23	26	32
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	7	23	26	32

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe DIAC dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 06/2012
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	1 692	2 310		4 002
Emprunteurs	1 692	2 310		4 002

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2011
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	1 289	2 772		4 061
Emprunteurs	1 289	2 772		4 061

Note 3 : Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Créances à vue sur les établissements de crédit	130	229
Comptes ordinaires débiteurs	130	229
Créances à terme sur les établissements de crédit	169	278
Comptes et prêts à terme	167	276
Créances rattachées	2	2
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	299	507
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>207</i>	<i>311</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Note 4 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Prêts et créances sur la clientèle	9 355	9 107
Opérations avec la clientèle	5 460	5 371
Opérations de location financière	3 895	3 736
Opérations de location opérationnelle	48	29
Total opérations avec la clientèle et assimilées	9 403	9 136

Au 30 juin 2012, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 45 millions d'euros contre 44 millions au 30 juin 2011.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC. Au 30 juin 2012, cette participation s'élève à 29 millions d'euros contre 26 millions d'euros au 30 juin 2011.

4.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Créances sur la clientèle	5 636	5 553
Affacturage	412	440
Autres créances commerciales	90	105
Autres crédits à la clientèle	4 676	4 624
Comptes ordinaires débiteurs	127	160
Créances douteuses et compromises	331	224
Créances rattachées sur clientèle	21	23
Autres crédits à la clientèle	14	16
Créances douteuses et compromises	7	7
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	16	16
Etalement des frais de dossiers et divers	(18)	(19)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(28)	(26)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	62	61
Dépréciation des créances sur la clientèle	(213)	(221)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(31)	(49)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(182)	(172)
Total net des créances sur la clientèle	5 460	5 371

Les opérations de titrisation, intervenues chez DIAC S.A. et Cogera S.A. n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé par ces sociétés. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

4.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Créances sur opérations de location financière	3 934	3 780
Crédit-bail et location longue durée	3 856	3 699
Créances douteuses et compromises	78	81
Créances rattachées sur opérations de location financière	13	6
Crédit-bail et location longue durée	10	4
Créances douteuses et compromises	3	2
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	11	12
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(35)	(31)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	46	43
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(63)	(62)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(7)	(6)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(56)	(56)
Total net des créances sur opérations de location financière	3 895	3 736

4.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Immobilisations données en location	50	31
Valeur brute des immobilisations données en location	57	34
Amortissements sur immobilisations données en location	(7)	(3)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(2)	(2)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(2)	(2)
Total net des opérations de location opérationnelle	48	29

Note 5 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2012
Valeur brute	6 901	2 559	221	9 681
Créances saines	6 621	2 422	219	9 262
Créances douteuses	56	136	1	193
Créances compromises	224	1	1	226
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>4,06%</i>	<i>5,35%</i>	<i>0,90%</i>	<i>4,33%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(224)	(35)	(1)	(260)
Dépréciation créances saines	(14)	(8)		(22)
Dépréciation créances douteuses	(28)	(26)		(54)
Dépréciation créances compromises	(182)	(1)	(1)	(184)
Dépréciation collective sectorielle	(3)	(15)		(18)
Dépréciation des créances	(3)	(15)		(18)
Total des valeurs nettes (*)	6 674	2 509	220	9 403

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

12 344 108 464

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2011
Valeur brute	6 861	2 292	268	9 421
Créances saines	6 574	2 267	266	9 107
Créances douteuses	58	23	1	82
Créances compromises	229	2	1	232
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>4,18%</i>	<i>1,09%</i>	<i>0,75%</i>	<i>3,33%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(227)	(39)	(1)	(267)
Dépréciation créances saines	(13)	(26)		(39)
Dépréciation créances douteuses	(28)	(11)		(39)
Dépréciation créances compromises	(186)	(2)	(1)	(189)
Dépréciation collective sectorielle	(3)	(15)		(18)
Dépréciation des créances	(3)	(15)		(18)
Total des valeurs nettes (*)	6 631	2 238	267	9 136

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

9 308 136 453

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC.

Note 6 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Créances d'impôts et taxes fiscales	79	55
Créances d'impôts courants	6	1
Créances d'impôts différés	22	18
Créances fiscales hors impôts courants	51	36
Comptes de régularisation et actifs divers	234	178
Autres débiteurs divers	122	131
Comptes de régularisation actif	16	13
Valeurs reçues à l'encaissement	96	34
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	313	233

(*) Dont entreprises liées

112 112

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	8 353	7 743
Dettes envers les établissements de crédit	5 815	5 045
Dettes envers la clientèle	17	12
Dettes représentées par un titre	2 521	2 686
Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur	211	736
Dettes envers les établissements de crédit	211	736
Total des dettes financières	8 564	8 479

7.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Dettes à vue envers les établissements de crédit	776	518
Comptes ordinaires créditeurs	707	500
Autres sommes dues	68	17
Dettes rattachées	1	1
Dettes à terme envers les établissements de crédit	5 250	5 263
Comptes et emprunts à terme	5 203	5 220
Dettes rattachées	47	43
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	6 026	5 781

(*) Dont entreprises liées

5 824

5 640

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

7.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Comptes créditeurs de la clientèle	11	9
Comptes ordinaires créditeurs	11	9
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	6	3
Autres sommes dues à la clientèle	5	2
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	1	1
Total des dettes envers la clientèle	17	12

7.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Titres de créances négociables (1)	112	80
Certificat de dépôts	111	80
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	1	
Autres dettes représentées par un titre (2)	2 409	2 606
Autres dettes représentées par un titre	2 408	2 605
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	1
Total des dettes représentées par un titre (*)	2 521	2 686
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>1 662</i>	<i>1 993</i>

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A. et Cogera S.A.).

Note 8 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Dettes d'impôts et taxes fiscales	256	259
Dettes d'impôts courants	13	16
Dettes d'impôts différés	231	234
Dettes fiscales hors impôts courants	12	9
Comptes de régularisation et passifs divers	382	387
Dettes sociales	34	43
Autres créditeurs divers	217	214
Comptes de régularisation passif	120	117
Comptes d'encaissement	11	13
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	638	646
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>60</i>	<i>43</i>

Note 9 : Provisions

En millions d'euros	12/2011	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2012
			Utilis é e s	No n Utilis é e s		
Provisions sur opérations bancaires	6	6		(2)	(1)	9
Autres provisions	6	6		(2)	(1)	9
Provisions sur opérations non bancaires	35	2		(1)	2	38
Provisions pour engagements de retraite et ass.	23	1			2	26
Provisions pour risques fiscaux et litiges	10	1		(1)		10
Autres provisions	2					2
Total des provisions	41	8		(3)	1	47

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou des sociétés du Groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Note 10 : Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2011	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2012
			Utilis ées	No n utilis ées		
Dépréciations sur opérations bancaires	284	159	(108)	(56)		279
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	266	158	(108)	(55)		261
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	18	1		(1)		18
Dépréciations sur opérations non bancaires	4	1		(1)		4
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	4	1		(1)		4
Total couverture des risques de contreparties	288	160	(108)	(57)		283

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 5.

Note 11 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Dettes évaluées à la juste valeur	10	10
Titres participatifs	10	10
Total des dettes subordonnées	10	10

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par DIAC S.A. comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du groupe DIAC de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

Note 12 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2012
Actifs financiers	3 189	2 999	3 466	7	9 661
Instruments dérivés	2	3	2		7
Prêts et créances sur les établissements de crédit	222	36	41		299
Prêts et créances sur la clientèle	2 965	2 960	3 423	7	9 355
Passifs financiers	2 727	3 583	2 277	10	8 597
Instruments dérivés	5		18		23
Dettes envers les établissements de crédit	2 146	3 156	724		6 026
Dettes envers la clientèle	17				17
Dettes représentées par un titre	559	427	1 535		2 521
Dettes subordonnées				10	10

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2011
Actifs financiers	3 192	2 918	3 521	9	9 640
Instruments dérivés	17	1	8		26
Prêts et créances sur les établissements de crédit	431	21	55		507
Prêts et créances sur la clientèle	2 744	2 896	3 458	9	9 107
Passifs financiers	3 143	2 033	3 335	10	8 521
Instruments dérivés	31	1			32
Dettes envers les établissements de crédit	1 591	1 641	2 549		5 781
Dettes envers la clientèle	12				12
Dettes représentées par un titre	1 509	391	786		2 686
Dettes subordonnées				10	10

Note 13 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Engagements de financement	905	916
Engagements en faveur de la clientèle	905	916
Engagements sur titres		8
Autres titres à livrer		8
Total des engagements donnés	905	924

Note 14 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Engagements de financement	775	606
Engagements reçus d'établissements de crédit	774	605
Engagements reçus de la clientèle	1	1
Engagements de garantie	3 116	2 995
Engagements reçus d'établissements de crédit	110	110
Engagements reçus de la clientèle	748	736
Engagements de reprise reçus	2 258	2 149
Total des engagements reçus (*)	3 891	3 601

(*) Dont entreprises liées

2 243

1 945

Note 15 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Intérêts et produits assimilés	315	316	639
Opérations avec les établissements de crédit	4	3	8
Opérations avec la clientèle	150	155	315
Opérations de location financière	149	142	289
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	12	15	25
Intérêts courus et échus des instruments financiers disponibles à la vente		1	2
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(42)	(39)	(80)
Opérations avec la clientèle	(25)	(25)	(51)
Opérations de location financière	(17)	(14)	(29)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	273	277	559

(*) Dont entreprises liées

49

48

97

La titrisation des créances Diac S.A. et Cogera S.A. n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 16 : Intérêts et charges assimilés

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Opérations avec les établissements de crédit	(93)	(71)	(157)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(35)	(50)	(84)
Charges sur dettes représentées par un titre	(14)	(18)	(41)
Autres intérêts et charges assimilés			(1)
Total des intérêts et charges assimilés (*)	(142)	(139)	(283)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(127)</i>	<i>(116)</i>	<i>(241)</i>

Note 17 : Produits (charges) nets des autres activités

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Autres produits d'exploitation bancaire	194	179	346
Prestations accessoires aux contrats de financement	142	134	249
Produits des activités de services	22	18	36
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	21	20	42
<i>dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles</i>			2
Opérations de location opérationnelle	5		4
Autres produits d'exploitation bancaire	4	7	15
<i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>	2	5	6
Autres charges d'exploitation bancaire	(131)	(113)	(241)
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(73)	(73)	(143)
Coûts des activités de services	(20)	(16)	(33)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(20)	(19)	(41)
<i>dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles</i>		(1)	(4)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(7)	(2)	(16)
Opérations de location opérationnelle	(4)		(3)
Autres charges d'exploitation bancaire	(7)	(3)	(5)
<i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>	(6)		(2)
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire		(1)	
Autres produits d'exploitation non bancaire		1	7
Autres charges d'exploitation non bancaire		(2)	(7)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	63	65	105
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>5</i>	<i>4</i>	<i>10</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et charges liés aux opérations de location opérationnelle sont désormais classés en produits et charges nets des autres activités, conformément à la recommandation du CNC n°2004-R.03. Ils étaient auparavant présentés en intérêts en note 15 et 16.

Note 18 : Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Frais de personnel	(42)	(42)	(86)
Rémunération du personnel	(21)	(22)	(44)
Charges de retraites et assimilées	(4)	(4)	(9)
Autres charges sociales	(14)	(13)	(27)
Autres charges de personnel	(3)	(3)	(6)
Autres frais administratifs	(17)	(19)	(34)
Impôts et taxes hors IS	(4)	(6)	(5)
Loyers	(4)	(3)	(6)
Autres frais administratifs	(9)	(10)	(23)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(59)	(61)	(120)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>20</i>	<i>21</i>	<i>44</i>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes du Groupe Renault, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été classée en Impôts et taxes hors IS.

Note 19 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Coût du risque sur financement clientèle	(19)	(13)	(27)
Dotations pour dépréciation	(131)	(83)	(165)
Reprises de dépréciation	133	91	182
Pertes sur créances irrécouvrables	(22)	(22)	(46)
Récupérations sur créances amorties	1	1	2
Coût du risque sur financement des Réseaux	2	12	9
Dotations pour dépréciation	(20)	(5)	(21)
Reprises de dépréciation	23	21	35
Pertes sur créances irrécouvrables	(1)	(4)	(5)
Coût du risque sur autres activités			1
Variation des dépréciations des autres créances			1
Total du coût du risque	(17)	(1)	(17)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 20 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Impôts exigibles	(39)	(42)	(63)
Impôts courants sur les bénéfices	(39)	(42)	(63)
Impôts différés	(3)	(7)	(29)
Impôts différés	(3)	(7)	(29)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(42)	(49)	(92)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 36,09% au 30 juin 2012 contre 34,92% au 30 juin 2011 et 38,00% au 31 décembre 2011.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.